

SVPW Schweizerische Vereinigung für Politische Wissenschaft
ASSP Association Suisse de Science Politique
 Swiss Political Science Association

Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Société suisse de sociologie
Schweizerische Vereinigung für
Politische Wissenschaft
Association Suisse de Science Politique

Editorial	2
Congrès et rencontres / Kongresse und Tagungen	7
Ecole doctorale romande en sociologie (EDRS)	12
Publications / Publikationen	13

Editorial	5
Nachwuchspreis SVPM / Prix de la relève	
ASSP	20
Elektronischer Newsletter / Bulletin électronique	22
Congrès des quatre pays – C4P	23
Nouvelle parution / Neuerscheinung	34
Formulaire d'adhésion / Mitgliedschaftsgesuch	35

Soziologie / Sociologie

Sociologies locales, régionales et globales : Quelques aperçus du congrès de Miami.

Les 9 et 10 août de cette année, le Conseil des sociétés nationales de l'Association internationale de sociologie (*Council of National Associations of the International Sociological Association, ISA*) s'est réuni à Miami, de manière à discuter des aspirations et besoins de chacune des associations, et de renforcer les liens existant entre elles. Quelques 40 représentants des sociétés de sociologie affiliées à l'ISA se sont entretenus pendant trois jours des spécificités de chacune, et des caractéristiques qu'elles partagent. J'y représentai la Suisse. L'impact des nouvelles technologies, la mondialisation des échanges, et leurs effets sur les migrations, l'environnement et les modes de vie, rendent inéluctable l'intensification des contacts entre les sociologies du monde entier. Dans cette perspective, les organisateurs ont souligné l'intérêt de développer une réflexion sur les contextes historiques propres au développement de chaque sociologie nationale ; de présenter la ou les perspectives semblant le mieux caractériser chacune ; de s'interroger sur la pratique de la sociologie dans chaque pays, tant du point de vue des méthodologies de recherche privilégiées que de l'investissement des sociologues dans les débats publics et l'enseignement de la sociologie.

De la vingtaine d'exposés portant plus ou moins directement sur ces thèmes, plusieurs constatations ou idées sont à retenir qui soulignent à juste escient que la sociologie telle que nous la pratiquons dans les pays occidentaux n'est pas celle que l'on pratique ailleurs. Les différentes sociologies nationales ont été engendrées par des processus socio-historiques eux-

mêmes objets de la sociologie. Ces différences sont par ailleurs socialement significatives : les associations et leurs membres s'inscrivent dans un système d'interactions complexes, ayant un centre et une périphérie. Ce système a des implications fortes quant à l'accès aux ressources rares, en premier lieu au financement des recherches et à la publication des résultats obtenus.

Sans vouloir prétendre rendre compte de la richesse des points de vue et des informations proposés lors de la rencontre, j'insisterai sur quelques lignes d'analyse qui m'ont semblé particulièrement pertinentes. Pour ceux et celles qui seraient intéressés à en savoir plus, la plupart des articles associés à la conférence sont à disposition, au moment où j'écris, sur Internet à <http://lacc.fiu.edu/cna/>.

La sociologie contemporaine participe, à sa manière et à son échelle, à la domination des sociétés occidentales. Voici la dure accusation portée par certains collègues du Tiers Monde. Ainsi, les Dr Patel, vice présidente de l'ISA, et Mukherji, de la société indienne de sociologie, ont-ils souligné l'état de dépendance dans lequel la sociologie indienne se trouve par rapport à la sociologie occidentale. Le second a donné comme exemple la centration de la sociologie indienne sur le problème des castes et des différences ethniques et religieuses, notamment dans son analyse de la pauvreté. Elle s'inscrit ainsi dans la continuité de la perspective des administrateurs coloniaux en négligeant d'autres dimensions du problème, tout autant fondamentales que celles retenues. Ainsi, le fait que la sociologie se soit développée avant tout en Europe et en Amérique du Nord menace en partie sa capacité à rendre compte, selon ces collègues, d'autres contextes. Plusieurs représentants de pays du Tiers-monde ont souligné leur besoin, face au postulat d'universalisme de l'explication sociologi-

que occidentale, de développer des concepts et des théories plus particularistes, associés aux cultures et réalités locales. Pourquoi la sociologie indienne, par exemple, ne trouverait-elle pas une source d'inspiration dans l'hindouisme, se demande P. Mukherji.

Les dictatures, qu'elles soient de gauche ou de droite, n'aiment pas la sociologie. Pourquoi ? Parce que celle-ci a la fâcheuse habitude d'explicitier les mécanismes de domination, que ces régimes veulent faire passer comme naturels, inexistantes ou idéaux. Conséquences : la sociologie est souvent interdite (cas du Portugal de Salazar, de l'Espagne franquiste, de la Grèce des colonels, des régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud, etc.). Souvent alors, les sociologues se font passer pour des économistes et peuvent ainsi poursuivre, à couvert, des activités de recherche et d'enseignement d'une certaine ampleur (très variable selon les cas). Autre situation, rapportée par les délégués des pays de l'Est, le pouvoir politique n'interdit pas la sociologie mais l'enserme dans un tel contrôle idéologico-administratif qu'elle perd tout son sens.

Les délégués tchèque, bulgare et slovaque, présents à la conférence, ont tous trois souligné la transformation, durant l'ère communiste, des cours de sociologie en des leçons d'embrigadement des étudiants au marxisme-léninisme. Là encore, cependant, les délégués des pays concernés ont insisté sur le fait que certaines unités purent continuer des activités de recherche relativement indépendantes du moment où ces unités n'avaient pas affaire aux étudiants. La peur de voir la recherche sociologique corrompre la jeunesse a toujours été forte dans les dictatures.

Il est aussi remarquable que dans bien des cas, *la sociologie, ou peut-être plus précisément les sociologues, ont joué un rôle non négligeable dans les mouvements de renouveau démocratique*, dont ils ont d'ailleurs par la suite bénéficié dans leurs activités

professionnelles. L'expérience historique confirme les peurs des dictateurs: les idées que les sociologues plantent dans les esprits fleurissent lors des révolutions. Les jeunes démocraties par leur volonté de comprendre leur passé proche, et d'éviter qu'il ne se reproduise, de remédier aux maux les plus criants associés aux dictatures (cristallisation extrême des inégalités sociales, contrôle politique absolu, aliénation du sujet, etc.), ont bien souvent investi fortement dans la recherche sociologique. Le Portugal est un exemple particulièrement parlant. Plus loin encore dans le temps, qui se rappelle chez nous que Thomas Masaryk, sociologue prolifique du début du XXe siècle, ayant écrit, notamment, un « Suicide » (certes moins connu que son homonyme en français) fut le premier président de la naissante république tchécoslovaque en 1918.

C'est également le cas dans les situations post-coloniales : les nouvelles élites, désireuses de mettre à nu les mécanismes de domination et d'exploitation des métropoles, ont souvent encouragé le développement de la sociologie. Le cas du Cap-Vert est exemplaire : alors que le colonisateur portugais interdisait tout semblant de réflexivité sociale, les élites politiques issues de la décolonisation ont ressenti dès l'origine le besoin de sociologie. *Si la sociologie manque de moyens à la périphérie c'est peut-être paradoxalement là où elle a le plus de force* du point de vue de son impact social, politique. Alors que dans les pays du Nord, les sociologues peinent à faire entendre leur voix dans le brouhaha des experts en tous genres, les pays ayant subi la colonisation et s'en étant libérés semblent souvent accorder une place plus centrale à la sociologie.

Le changement social n'est cependant pas toujours bénéfique pour la sociologie. Le Dr Guliyev, président de la Société azerbaïdjanaise de sociologie, souligne

la difficulté de faire de la sociologie dans un pays miné par la corruption, la violence et le manque de ressources, consécutifs à l'effondrement du bloc soviétique. Cette expérience confirme que la sociologie comme discipline ne peut se développer que lorsqu'un minimum de ressources et de démocratie est garanti.

Les représentants des sociologies occidentales semblent être d'accord avec plusieurs des constats esquissés. Cependant, ils font remarquer qu'eux aussi ont leurs problèmes touchant à la *compétition d'un nombre croissant de chercheurs pour des ressources de plus en plus rares* : course effrénée à la publication, concurrence des autres disciplines, diminution des crédits de recherche, multiplication et concurrence de trop nombreux paradigmes. Il n'y a pas de leur part une volonté de domination, mais bien plutôt l'impression d'œuvrer pour survivre (académiquement parlant) dans un environnement de plus en plus complexe et compétitif. Il est de ce point de vue emblématique que la plupart des contributions occidentales à la rencontre ont porté sur des problèmes de recherche spécifiques (France, Suisse, Allemagne, Autriche, etc.), ou sur les facteurs de succès dans la course au financement (Taiwan, Israël), davantage que sur le contexte social organisant l'activité sociologique.

En conclusion, la sociologie est plurielle et inégalitaire. L'Amérique du nord et l'Europe contrôlent les principaux journaux et maisons d'édition ; ces ré-

gions disposent des plus gros budgets de recherche. Grâce à la domination des moyens de production sociologique, elles sont à même de promouvoir un agenda de recherche qui n'est pas celui des autres régions du monde. Comment remédier à une telle situation ? Comment donner plus de poids aux préoccupations scientifiques des sociologues de la périphérie, à leurs perspectives, à leurs résultats ? Comment renforcer la voix de ceux et celles que l'histoire a placés dans des situations périphériques ? Si le problème est maintenant identifié, le désir des organisateurs de la rencontre, et de nombreux participants, est de le voir traité au congrès de Brisbane, l'été prochain.

Les organisateurs de la rencontre envisagent la publication d'un livre recueillant des contributions sur l'émergence historique de la sociologie dans les différents pays. La sociologie historique de la sociologie en Suisse n'est pas encore faite, bien que plusieurs ouvrages abordent plus ou moins directement la question. J'encourage ceux d'entre vous ayant des informations sur le sujet à se mettre en contact avec moi.

Finalement, je profite de l'occasion pour prendre congé des lecteurs du bulletin. J'achève en effet cet automne mon mandat de quatre ans au comité de la Société suisse de sociologie, qui m'a amené bien des satisfactions. Je vous remercie de votre confiance.

Eric Widmer